

Monsieur le président, cher Carle,
Mesdames et messieurs les élu.e.s,
Mesdames et messieurs,



En novembre 2016 à Caen, la Conférence des Présidents d'Université avait organisé un colloque qui s'intitulait « Devenir citoyen à l'ère numérique : enjeux scientifiques et éducatifs ».

Nous avions à cœur de le prolonger en programmant un événement comme celui d'aujourd'hui. Il était important que cet événement se tienne dans une université, devant des étudiantes et des étudiants, et qu'il fasse intervenir à la fois des scientifiques et un acteur aussi important que le réseau des bibliothèques universitaires : les uns construisent méthodiquement le savoir et forment les jeunes à une exploration rigoureuse de la connaissance et les autres contribuent à sa diffusion raisonnée et réfléchie.

Quant à l'animation de cette demi-journée par « The Conversation France », elle a d'autant plus de sens que nous connaissons, cher Didier Pourquery, votre engagement pour donner chaque jour accès, gratuitement, à des articles de qualité, écrits par des spécialistes reconnus, et destinés en plus, grâce à vous, à être largement repris par les médias. Vous contribuez ainsi à faire entendre la parole des scientifiques dans le débat public, ce qui est essentiel dans le contexte qui nous occupe aujourd'hui.

Comment être sûrs, en effet, du sérieux, de la qualité de ce qui est publié ? Comment valoriser la parole scientifique ? Comment la rendre accessible au plus grand nombre ?

Nous n'avons jamais eu autant d'informations, et de sources d'information, à notre disposition. Que nous soyons professeur, chercheur, apprenant, homme ou femme

de média, élu(e) de la République ou simple citoyen, nous avons accès à un nombre considérable de contenus, sur des supports écrits, électroniques, vidéos ou audio. C'est non seulement la quantité d'informations disponibles qui est immense, mais aussi leur vitesse de circulation. Bien plus : nous disposons aujourd'hui d'outils qui permettent à chacun de diffuser des informations sans médiation. Les étudiantes et les étudiants en communication ou en audiovisuel de l'université Sorbonne Nouvelle le savent mieux que quiconque !

Cette évolution est à la fois un progrès et une source d'inquiétudes.

C'est un progrès parce que pendant très longtemps, la censure ou le contrôle des médias ont prévalu. Ils sont encore la règle dans de nombreux pays du monde, et c'est inacceptable.

C'est un progrès aussi parce que la démocratisation du savoir est un impératif absolu. C'est un progrès également parce que le numérique nous fait gagner un temps considérable et rend possibles des partages de contenus qu'on n'aurait jamais imaginés il y a une génération.

Mais cette pléthore d'informations suscite aussi des inquiétudes.

D'une part, parce que la régulation et la gouvernance des plateformes médiatiques numériques sont défaillantes face aux velléités de désinformation, voire de mal-information, que certains nous imposent à des fins marchandes ou idéologiques.

La question se pose, par exemple, d'un service public des médias numériques. C'est un enjeu technologique, économique et politique, qui sera d'autant plus déterminant à mesure que l'intelligence artificielle progressera, et nous savons tous que cette évolution n'est pas là de s'arrêter.

Inquiétude aussi, parce que nous ne sommes pas armés de manière égale pour hiérarchiser, trier et nous appropier l'information. Tous les contenus ne se valent pas. Laisser croire le contraire pervertit l'accès à la connaissance. Et les interactions

qui permettent le partage de ces contenus, les clics, likes, posts..., doivent eux aussi être questionnés. Il y a donc là un enjeu d'éducation majeur et urgent.

Ce qu'on appelle « fake news », « faits alternatifs », « vérité ressentie » ou encore « post-vérité » se fonde sur l'affect, l'émotion, des préjugés. Ils peuvent être totalement ou partiellement faux ou mensongers, faire l'objet d'un relais délibéré ou involontaire. Mais ils visent tous, sans argumentation rationnelle, à créer de la confusion, à décrédibiliser un adversaire politique, voire à endoctriner pour favoriser tel ou tel candidat à une élection, tel ou tel projet de société. La plupart du temps, c'est la promotion de paroles extrémistes, de visées intolérantes, antidémocratiques, qui est à l'œuvre.

Bien sûr, en la matière, Internet et les réseaux sociaux n'ont rien inventé. La rumeur, la désinformation ou encore la propagande ont traversé les époques et sont bien connus des historiens, des politistes, des sociologues et des spécialistes de communication.

Bien avant le site populiste de Breitbart News et Donald Trump, bien avant la campagne du Brexit, les « canards », aux XVII et XVIII^e siècles, colportaient de fausses nouvelles dans les rues de Paris. A Londres, au XIX^e siècle, les « *paragraph men* » recueillaient les ragots dans les cafés pour les communiquer à des éditeurs-imprimeurs.

Mais le numérique, et plus encore le web 2.0 et l'internet des objets, ont amplifié le phénomène.

Or, avec les « *fake news* », ce sont aussi les scientifiques qui sont attaqués. C'est la recherche qui est visée. Réduit à une simple « opinion » parmi d'autres, comme par exemple chez les climatosceptiques, le travail scientifique est discrédité parce qu'il constitue une menace contre la malhonnêteté intellectuelle et la manipulation des

esprits. L'obscurantisme et le fanatisme font toujours bon ménage, même en démocratie.

Alors bien sûr, comme les journalistes qui ont mis en place des processus de vérification de l'information, qu'ils ont valorisés auprès de leurs lecteurs et auditeurs, la communauté universitaire a riposté, partout dans le monde.

Cette riposte se joue sur trois axes au moins.

Tout d'abord les chercheuses et chercheurs ont pris les «*fake news*» comme objet de recherche, pour définir de nouveaux objets, de nouvelles méthodes. Nous le verrons lors de la première table-ronde. En somme, et c'est un pied de nez qu'on leur fait, les «*fake news*» font progresser la recherche !

A titre d'exemple, des chercheurs de Cambridge et de Yale ont publié une étude démontrant qu'il était possible de lutter contre les «*fake news*» comme on lutte contre un virus, avec un «vaccin» auquel la population peut être réceptive. Ils ont exposé 2 000 internautes à de petites doses de fausses informations, notamment climatosceptiques, tout en leur faisant prendre conscience du ridicule de celles-ci. Ils ont ainsi mis en évidence la possibilité de développer un véritable «système immunitaire» face à la mal-information.

En France, une équipe de chercheurs de l'Inria, du CNRS, de l'Ecole polytechnique et de trois universités ont créé, avec des journalistes du *Monde*, un projet visant à un traitement massif et automatique des données disponibles en ligne, à l'aide d'algorithmes, pour permettre la vérification des informations.

D'autres laboratoires réfléchissent à la création, via l'intelligence artificielle, d'outils didactiques d'aide à la recherche d'informations sur le net pour le grand public.

Le deuxième axe de la riposte, c'est le travail mené avec et auprès des étudiantes et des étudiants.

Savoir trouver les sources des informations accessibles, les confronter, les remettre en perspective, cela s'apprend.

De nombreuses bibliothèques universitaires, en France, font ce travail d'aide au décryptage d'images ou de textes trafiqués ou décontextualisés. Là encore, il en sera question pendant la première table-ronde.

À Dallas, au Texas, des bibliothèques publiques ont lancé, avec un journal local, des ateliers visant à initier les lycéens au journalisme et à les aider à identifier des sources d'information fiables.

Comme d'autres, l'université du Michigan a, à la rentrée universitaire 2017, créé un nouveau cours sur les « *fake news* ».

Les bonnes pratiques sont donc nombreuses et inspirantes.

Le troisième axe de la riposte menée par la communauté universitaire consiste à valoriser la parole scientifique dans l'espace public de débats.

Rendre celle-ci accessible au plus grand nombre est difficile, mais pas impossible. La dialectique du temps long de la recherche et du temps court de l'information n'est pas insoluble. Comme je l'ai dit, « *The Conversation* » est un exemple de média indispensable à cette bonne vulgarisation. Plusieurs revues scientifiques ont également fait ce travail. Et contrairement à ce que les promoteurs des « *fake news* » tentent de faire croire, les chercheurs ne sont pas des « sachants » méprisants et éloignés des réalités.

A l'université de Strasbourg, par exemple, une juriste et un économiste ont lancé l'initiative intitulée « L'université en campagne... contre les idées reçues ! » auprès du grand public. Le projet, financé par des fonds IdEx, consiste en l'organisation de 14 conférences sur deux ans au sein de centres socioculturels, de foyers ruraux et de lycées d'Alsace. Les premiers sujets traités sont la « loi travail », les migrations et le logement, autrement dit des thèmes d'actualité qui touchent les individus dans leur vie quotidienne, et qui font l'objet de vives polémiques.

Les « *fake news* » sont finalement l'occasion de renouveler l'éducation populaire. Elles permettent aussi de reposer la question de l'intellectuel public, de l'expert. Ce sujet sera abordé lors de la seconde table-ronde.

On le voit, les défis posés par les « *fake news* » sont nombreux et complexes.

La communauté universitaire, seule, ne peut pas tout faire. Mais elle doit prendre sa part dans ce qu'il faut bien appeler un combat. Elle ne peut pas rester à l'écart. Dans un espace public de débats en mutation, les enseignants chercheurs et les chercheurs sont des transmetteurs de savoirs et ont la responsabilité de promouvoir l'argumentation, l'esprit critique, la curiosité intellectuelle.

Le combat contre les « *fake news* » s'inscrit donc dans plusieurs des missions des universités : la formation, la production de la recherche, ainsi que sa diffusion et la promotion de la culture scientifique et technique.

C'est aussi un rôle citoyen, qui se joue au cœur de la cité. Comment protéger la jeunesse sans mettre en péril la liberté d'expression et de diffusion en ligne ? Comment rendre cette jeunesse autonome dans son rapport à la connaissance, tout au long de sa vie ?

Voilà beaucoup de questions ! Nous ne répondrons évidemment pas à toutes aujourd'hui (nous pensons d'ailleurs à une suite) mais je suis sûre qu'elles seront au cœur des débats qui vont suivre.

Il me reste à remercier le président de l'université Sorbonne Nouvelle, Carle Bonafous-Murat, de nous accueillir chez lui ; Didier Pourquery, qui animera l'après-midi ; l'équipe de la CPU qui a contribué à l'élaboration de ce colloque, notamment Marie-Cécile Naves, Jean-Emile Gombert, Johanne Ferry-Dely. Merci aussi aux intervenantes et intervenants (politiste, philosophe, biologiste, chercheuse et

chercheurs en communication) qui démontrent, par leur présence et leur implication, qu'il est important de débattre de ce sujet de manière interdisciplinaire.

Merci enfin à vous toutes et tous d'être venus si nombreux.

Donald Trump, dont le goût pour les « *fake news* » n'est plus à démontrer, est le dernier président républicain en date. Abraham Lincoln, qui était le premier, a dit : « si vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance ».

Je vous souhaite, à toutes et à tous, un excellent colloque !

